

JOURNEES PARLEMENTAIRES

Jeudi 29 Mars 1989

Monsieur le Premier Ministre, Cher Michel,

Chers amis et camarades,

Ces "journées parlementaires" sont toujours l'occasion de faire le point avant une session. Vous avez souhaité qu'elles soient surtout consacrées à nos travaux, à nos échanges, à votre information. Je veux d'abord en saluer la qualité et la haute tenue.

Députés et sénateurs se sont retrouvés ensemble pour préparer la rentrée parlementaire soulignant ainsi la bonne collaboration entre les deux groupes socialistes.

Je sais le rôle joué par Louis MERMAZ et Claude ESTIER. Non seulement l'un et l'autre président et animent vos travaux, mais ils participent activement à l'unité des socialistes, dans leur action de tous les instants. Ils sont, comme moi, animés du souci majeur de la cohésion entre le parti et ses groupes parlementaires. Je leur adresse devant vous mes vifs remerciements et leur dit mon amitié.

Il n'est pas facile d'être le principal groupe de soutien au gouvernement. La recherche de majorités suppose une part de concession qu'il convient d'évaluer. Les quelques complications qui ont pu émailler la précédente session ont heureusement été surmontées. Elles nous ont cependant rendu conscient de l'impérieuse nécessité d'une coordination très précise entre le gouvernement, le parti, et le groupe parlementaire.

La qualité du travail effectuée pendant l'intersession laisse bien présager de l'avenir.

La mobilisation de toutes nos forces militantes, sur le terrain des municipales, n'a pas contrarié la réflexion. Les groupes de travail mis à l'ouvrage à la fin de la précédente session ont bien oeuvré.

- Pas de relâche dans la réflexion sur la continuité du service public, et vous savez l'importance que j'attache à tout ce qui touche au service public. Si "en parler est périlleux et ne rien faire dangereux", selon la formule de Jean LE GARREC, je vous le dis, malgré les difficultés, malgré les réticences parfois des interlocuteurs, il est nécessaire de formuler des propositions concrètes car le pire serait de ne rien faire.

- Jean Auroux a eu raison d'insister sur la volonté contractuelle de notre démarche en terme de protection des travailleurs en cas de licenciement. Prévoir et justifier les évolutions des effectifs, ne laisser personne au bord du chemin, favoriser l'insertion en cas de difficulté vous êtes sur la bonne voie.

- Fiscalité locale, l'un des sujets les plus délicats à approcher, l'un des plus passionné aussi. Que de débats théoriques, de propositions péremptoires ! Allier la volonté de préserver les ressources indispensables aux collectivités locales tout en tenant compte du réel il fallait là marier l'audace d'entreprendre avec la sagesse que donne l'expérience. Edmond Hervé a ces deux qualités.

Le Maire de Lille, le Président de la FNESR, vous dit son souhait de vous voir aboutir autant pour ceux qui paient que pour ceux qui reçoivent.

- Même nécessité d'aboutir pour l'avenir de la Sécurité Sociale. L'équilibre financier, la maîtrise des dépenses de santé, la protection des plus démunis, l'adaptation progressive du système de retraite, Michel Coffineau, en habitué de la réflexion sur ce sujet a posé bien des questions auxquelles, de manière pragmatique, il nous faudra apporter pierre après pierre les réponses justes.

- Seul Ministre a s'être exprimé devant vous, avec Jean Poperen dont c'est la fonction, Lionel Jospin vous a dit les difficultés du dossier de l'enseignement. Il vous a fait part aussi de sa volonté d'aboutir sans diviser les Français sur ce thème, une fois n'est pas coutume dans notre histoire. Le groupe de travail animé par Bernard Derosier me paraît prêt à mettre en oeuvre cette coopération indispensable entre le gouvernement et le parlement, et j'ai noté avec satisfaction la volonté de Lionel Jospin de vous saisir du projet dès que possible.

Tirer les enseignements du passé récent, c'est-à-dire des municipales (1), commenter les événements du présent (2), réfléchir à la préparation de l'avenir (3), telle est la triple voie que je voudrais emprunter aujourd'hui devant vous au cours de ces journées parlementaires.

*

*

*

I - Les enseignements des municipales

Les résultats vous les connaissez : une victoire du Parti Socialiste et de tous les socialistes

Le Parti Socialiste réalise la meilleure implantation de son histoire. Il gagne 64 villes de plus de 9 000 habitants et 14 villes de plus de 30 000.

Sans revenir en détail sur l'ensemble des résultats, je voudrais faire deux remarques :

1- La victoire est le fruit d'une stratégie juste et efficace

Cette stratégie, c'est le rassemblement à gauche.

Le rassemblement à gauche, ce n'est pas l'Union de la Gauche. La sémantique a son importance. Nous ne sommes pas nostalgiques d'un temps désormais révolu

Le rassemblement à gauche, c'est une stratégie difficile à mettre en oeuvre comme l'ont montré les longues négociations avec le Parti Communiste. Et plus le Parti Communiste s'affaiblira, plus ce rassemblement sera conflictuel.

Mais le rassemblement à gauche est une nécessité.

- C'est la condition de la victoire la plus forte.

Il nous évitait la pire des situations : un Parti Communiste négociant localement au gré de son intérêt et

adoptant dans chaque commune des règles du jeu différentes parce qu'elles n'ont pas été nationalement formulées.

Les résultats de Noisy le Grand, de Sarcelles et même de Paris prouvent a contrario de manière éclatante la justesse de notre analyse.

- Le rassemblement à gauche est aussi la condition de l'ouverture la plus large.

Notre victoire est également celle de l'élargissement et de notre capacité à intégrer des personnalités nouvelles au sein de nos listes.

2 - La victoire est celle du Parti Socialiste

Je veux m'élever contre cet effet de mode qui consiste à dénigrer les partis politiques. Attaquer les partis, c'est attaquer la démocratie.

- Il est vrai que les partis sont trop faibles.

Lorsque les formations politiques ne réunissent comme militant, ou même comme simple adhérent, que 3 à 4 % du corps électoral, il est incontestable que ce pourcentage est très insuffisant.

Les responsables de partis ont à cet égard une responsabilité particulière. Contrairement à ce que l'on dit trop souvent, la social démocratie ne se réduit pas à du socialisme ayant mis de l'eau dans son vin. Elle traduit une capacité d'organisation, une capacité à mobiliser non seulement des forces politiques mais aussi sociales, mutualistes, associatives. C'est bien là sa force, notre faiblesse et un formidable enjeu pour l'avenir.

- Mais si les partis sont trop faibles, force est de constater que le Parti Socialiste est celui qui a su et qui sait le mieux s'adapter.

L'immense majorité des élus sont représentatifs de l'investiture de leur formation politique. Les partis ont rempli leur rôle.

Le Parti Socialiste a su :

- . Renouveler ses hommes
- . Adapter sa stratégie
- . Moderniser ses idées (Congrès idéologique)

*

*

*

II - L'actualité

1 - L'actualité électorale, c'est la préparation des élections européennes

Je voudrais vous fournir deux types d'information :

- Sur le calendrier.

Le 24 mars au soir : la clôture des candidatures.

Mardi 4 avril : Comité Directeur pour l'élaboration de la liste.

Puis la liste est envoyée aux sections et aux fédérations.

Le samedi 23 et le dimanche 24 avril, une Convention Nationale doit ratifier la liste .

- Sur l'élaboration de la liste

Nous avons reçu 420 candidatures.

D'un commun accord, l'ensemble des sensibilités du parti a convenu de réserver 5 ou 6 places dans les 26 premières à des candidats non membres du Parti Socialiste, c'est-à-dire à des candidats du MRG, de l'Association des Démocrates et à des personnalités extérieures.

Cela veut dire que 20 places sont réservées aux membres du Parti Socialistes. Comme 18 de nos 20 sortants se représentent, je vous laisse imaginer les difficultés que nous allons rencontrer dans la constitution de cette liste !

2 - L'actualité, c'est aussi l'actualité internationale et l'annonce faite de la rencontre en France cette année entre le Chef de l'Etat et Yasser Arafat, Président de l'OLP.

Doit-on être surpris d'une telle nouvelle ? "La France est du petit nombre de pays qui, par leur position, leur poids historique, leurs amitiés, leurs intérêts, ont de longue date été désignés comme les interlocuteurs traditionnels des peuples du Proche-Orient. Elle entretient avec la plupart d'entre eux d'actives et bonnes relations".

Ces phrases qui mieux qu'un grand discours définissent la cohérence de notre politique internationale datent de mars 1982. Elles ont été prononcées par François Mitterrand lui-même depuis la tribune de Knesset lors du premier voyage officiel effectué dans l'état juif par un Président Français.

"Il n'y a pas pour la France d'interdit, son devoir est de tenir toujours et partout un seul et même langage". Rappelez-vous aussi cette phrase qui prend encore plus d'actualité aujourd'hui.

Cohérence, équilibre, dialogue. La politique internationale de la France définie et appliquée depuis 1981 par François Mitterrand répond à ces critères. Pour le Proche-Orient, le dialogue a toujours été notre conduite dès lors qu'était levé le préalable de la reconnaissance par les Palestiniens du droit à l'existence et la sécurité d'Israël dans des frontières sûres et reconnues. Ce qui n'a pas été le cas longtemps, très longtemps, trop longtemps.

Mais les choses et les hommes évoluent, le dernier Conseil National Palestinien, sous la direction de Yasser Arafat, l'a formellement accepté en même temps qu'il répudiait le terrorisme extérieur. Les obstacles de principe

étant levés, il devient possible à la France de rencontrer aussi Arafat, pour le Proche-Orient, pour le règlement de la paix, pour la sécurité d'Israël.

"Oui, le peuple français est l'ami du peuple d'Israël". Cette phrase de François Mitterrand à résonné à Jérusalem il y a sept ans.

Qui mieux que lui, comme Socialiste, a aidé à la naissance et à l'existence de l'état juif ? Qui, plus que lui, peut se poser en interlocuteur respecté, passionné du dialogue et de la compréhension entre ces deux peuples vivant sur la même terre et aujourd'hui en guerre ?

*

*

*

III - La préparation de l'avenir

La session qui s'ouvre va comporter de nombreux textes dont vous connaissez l'importance pour la préparation de l'avenir.

Je pense bien entendu à la loi d'orientation.

Je pense également à la refonte si nécessaire du Code Pénal.

Mais je pense aussi bien sûr au **projet de plan**.

La planification est indispensable. La plupart des entreprises ont elles-mêmes des directions du plan et de la stratégie. Tous les pays industrialisés planifient sous des formes diverses, que ce soit le Japon, les Etats-Unis ou l'Allemagne Fédérale.

Les difficultés rencontrées dans l'élaboration du Xème Plan proviennent pour partie de l'aveuglement de la droite qui n'a vu dans le plan que le symbole de la prééminence de l'état sur l'économie et non une chance de réflexion sur le moyen terme.

La droite a piétiné le IXème Plan, réduit le Commissariat au Plan, bousculé les contrats de Plan avec les entreprises. Dès lors l'immense mérite du gouvernement de Michel Rocard est de s'être remis à la tâche sans tarder pour préparer ce Xème Plan.

1- Nous partageons la volonté de modernisation qui sous-tend l'avant projet de Plan

Il est vrai que compte tenu de la situation de notre commerce extérieur et notamment de l'évolution de notre solde industriel, la croissance doit être tirée par

l'investissement et par les exportations. C'est ainsi que des progrès significatifs et durables seront accomplis dans le domaine de l'emploi.

Il est vrai également qu'une relance excessive de la consommation n'est pas envisageable sans porter atteinte aux grands équilibres.

Cette nécessité de la modernisation, nous la comprenons d'autant mieux que c'est nous qui l'avons engagée !

2- Toutefois, en l'état, l'avant projet de Plan ne nous paraît pas satisfaisant, comme l'a rappelé hier Jean Le Garrec.

Les cinq amendements présentés par le groupe socialiste devront être examinés attentivement lors du débat parlementaire.

En effet le projet actuel souffre de lacunes et défauts de perspectives auxquels il faudra pallier.

Lacune, la disjonction entre plan national et contrat de plan avec les régions. Lacune aussi la négligence des liens contractuels avec les grandes entreprises nationales.

Lacune enfin l'insuffisante prise en compte de la nécessité d'aménagement de l'espace.

Défaut de perspective que cette priorité donnée à la seule rigueur salariale comme fondement d'une politique d'investissement. Défaut de perspective que de ne pas conjuguer modernisation économique et modernisation sociale. défaut de perspective que cette frilosité envers la société d'économie mixte.

Le Xème Plan doit être imprégné de notre volonté de réaliser un plus juste partage des fruits de la croissance que notre politique a permis de recréer. Louis Mermaz a fait hier à ce propos une excellente analyse dont je partage les conclusions. Vos amendements vont dans le bon sens. le débat entre le gouvernement et le parlement doit être fructueux. J'y prendrai ma part.

*

*

*

Pour conclure, et au chapitre des nouveautés annoncées, j'informe le groupe que le parti a commencé à recevoir sa part du financement public prévu par la loi. Cela a deux conséquences. D'une part nous pouvons assurer le service

de notre nouvel hebdo "Vendredi" à tous nos militants et progressivement, par abonnement, aux sympathisants. L'objectif est de souder une communauté socialiste de 300 à 400 000 membres. D'autre part j'ai demandé à Henri Emmanuelli d'examiner comment alléger votre effort en faveur du PS. Je sais que Henri Emmanuelli est en mesure de vous faire des propositions. Dans ce domaine aussi, je souhaite que l'on aboutisse.

Chacun sent bien qu'avec cette rentrée parlementaire s'ébauche un registre nouveau de notre débat politique nationale. Quelles évolutions traduit-il ? Quelles aspirations nouvelles chez les Français révèle-t-il ? Quelles réformes permettraient de mieux répondre à cette situation nouvelle ? Tels sont les trois thèmes que je voudrais brièvement esquisser devant-vous.

*

*

*

En incidence, et au chapitre "des nouveautés annoncées" j'informe le groupe que le parti a commencé à recevoir sa part du financement public prévu par la loi. Nous pouvons ainsi et entre autres, assurer le service de notre nouvel

hebdo "Vendredi" à tous nos militants et progressivement par abonnement aux sympathisants pour souder une communauté socialiste de 300 à 400 000 membres. De nouvelles structures seront à préciser pour stabiliser ce mouvement de va et vient de dizaines de milliers de citoyens qui nous facilement dans nos grandes campagnes pour les présidentielles et législatives - par exemple - mais qui ne souhaitent pas devenir des militants et rejoindre nos sections et fédérations.

Cette démarche, nous l'avons toujours engagée dans un souci de responsabilité, que ce soit au Bureau Exécutif à qui appartiennent les orientations politiques ou au sein du groupe parlementaire.

Mais comme le disait hier Jean Le garrec, il y a quelques contradictions à souhaiter en même temps la revalorisation du parlement et à s'indigner lorsque celui-ci débat réellement.

Réflexions sur les élections municipales

C'est une très large victoire pour la majorité présidentielle pour le rassemblement à gauche et plus significativement encore pour le parti socialiste. Et aussi pour le gouvernement de Michel ROCARD. Elle s'exprime

dans des conquêtes exceptionnelles. Celles, déjà dès le premier tour, amplifiées par le second.

Elle s'exprime dans le nombre de grandes villes désormais à gestion socialiste. Elle s'exprime enfin dans notre forte implantation dans les communes intermédiaires. La meilleure implantation locale de l'histoire du parti socialiste. Dans l'analyse faite par les commentateurs "le rassemblement à gauche" a été mis en question. Je voudrais aller plus loin avec vous sur cette question.

Les socialistes peuvent être satisfaits du bilan des élections municipales. Avec 64 villes de plus de 9000 habitants gagnées, leur progression est sensible. Simultanément, les communistes apparaissent amers. Ils ne sont toujours pas parvenus à enrayer leur déclin. Cette contradiction explique à elle seule le mauvais climat qui a accompagné les alliances électorales conclues entre les deux formations. Les accords ont toutefois fonctionné. Ils étaient indispensables pour assurer la progression et les victoires de la gauche. J'ajoute que la démarche a été plus aisée et les résultats meilleurs lorsque les alliances ont été passées dès avant le premier tour.

Les acquis encore sauvegardés cette fois-ci, la capacité de rassemblement de la gauche maintenue, demeurent, chacun le pressent, particulièrement fragiles et menacés.

Nos partenaires doivent en prendre conscience à un moment où le raidissement de l'appareil du PCF fait pointer le risque d'une nouvelle détérioration de nos relations.

Au delà des intérêts électoraux des uns et des autres, au-delà de la sauvegarde de situations acquises, quel peut être aujourd'hui le sens du rassemblement des forces de gauche ? Ne se plait-on pas à nous répéter que cette logique a fait son temps, qu'il n'y a plus rien à espérer de cette voie présentée, non sans arrière pensée, comme périmée ? C'est oublier quel était le sens historique d'une démarche engagée avec hésitation au milieu des années 60, affermie durant les années 70 en dépit des tensions et de crises, concrétisée en 1981 par des responsabilités partagées dans la conduite des réformes essentielles avant de s'échouer en 1984 sur les grands choix d'une rigueur indispensable à la modernisation, donc au retour à la croissance. Vers la construction d'une euro-gauche. Le sens du rassemblement des forces de gauche. L'alliance entre socialistes et communistes, base du rassemblement de l'ensemble des forces de gauche, ne s'est jamais limitée, dans l'esprit de ses initiateurs, à une simple addition de suffrages. Force est d'admettre que, pour autant, elle n'a jamais débouché sur un véritable projet commun. La dimension électorale est donc devenue prépondérante et demeure aujourd'hui encore une nécessité incontournable

aussi bien pour ouvrir les portes de l'Elysée à un candidat socialiste que pour assurer au Parti socialiste et à ses alliés une majorité à l'Assemblée nationale comme dans les collectivités locales et territoriales.

Le projet historique de rassemblement repose toutefois sur une ambition plus vaste. Il a pour objectif la nécessaire mutation des différentes composantes de la gauche afin de jeter les bases d'organisation des forces de progrès capables d'affronter le prochain siècle et d'élargir les réflexions et les propositions aux dimensions du nouvel espace européen.

L'indispensable rénovation

La gauche, de par le caractère indispensable de son ancrage militant, est la première affectée par ces évolutions. Son avenir passe donc par une rénovation interne qui permette de surmonter la dispersion syndicale et de favoriser le développement du réseau militant souple, diversifié, adapté aux réalités de la vie politique, sociale, économique et culturelle contemporaine. Les responsables de partis ont, à cet égard, une responsabilité particulière, des initiatives à proposer. Contrairement à ce qui se dit trop souvent, la social-démocratie ne se réduit pas à du socialisme ayant mis de l'eau dans son vin. Elle

traduit une capacité d'organisation. C'est bien là sa force et notre faiblesse française chronique. La social-démocratie, c'est une capacité à mobiliser non seulement des forces politiques, mais aussi sociales, mutualistes, associatives... En cesens, il ne serait pas excessif de dire que, par les formes de son enracinement populaire, le parti communiste italien est assimilable à la social-démocratie d'Europe du nord dont il tente d'ailleurs de se rapprocher intellectuellement. Je ne vante pas les mérites de l'organisation pour le plaisir. Elle est indispensable mais non suffisante. Le parti communiste français nous en apporte l'illustration, lui qui, par aveuglement idéologique, s'est révélé incapable de préserver ses réseaux. Au fur et à mesure que succombant au vertige sectaire, il s'éloigne de ses alliés naturels, se sont des pans entiers de sa structure qui s'effondrent. Je redoute au vu de ce qui a pointé lors du scrutin municipal dans certaines communes, que de nouvelles générations de militants communistes ne soient formées avec pour seule perspective la lutte contre le P.S. Or, certains débats idéologiques qui se sont prolongés jusque dans les années 60 ne trouvent-ils pas leur conclusion dans le révisionisme actuellement à l'oeuvre en Union Soviétique. Faudrait-il maintenir artificiellement à Paris des analyses que l'histoire contemporaine a rendues caduques ? Les communistes Français n'échapperont pas à la nécessité vitale d'une réflexion sur leurs orientations

comme sur leur modèle d'organisation. Ils devront même pousser loin ce travail s'ils veulent éviter le repli et les formes de marginalisation qui les guette.

Pour quel avenir ?

Les socialistes ne souhaitent pas que les communistes s'enferment dans une logique suicidaire. Le risque existerait alors de voir la gauche redevenir minoritaire non en raison de la puissance de ses adversaires, mais du fait de sa propre faiblesse.

Parallèlement, et à partir de succès d'indisciplinés, de rebelles, les formations politiques ont été mises en cause.

Et pourtant ?

Les élections municipales ont encore offert une illustration des maladies infantiles de notre démocratie.

Les faiblesses à surmonter, chacun les connaît, mais je crois nécessaire de les rappeler : un niveau de participation aux consultations électorales en préoccupante régression, même si la dernière consultation a évité le pire, les abstentions se situent au plus haut niveau depuis la Libération; des formations politiques à l'autorité trop

fragile qui organisent, comme militants ou même simples adhérents au mieux 3 à 4% du corps électoral, pourcentage indigne d'une authentique démocratie : un taux de syndicalisation qui continue de chuter et devient ainsi le plus faible de la Communauté ; une vie associative toujours insuffisante et même, dans bien des secteurs exsangue. Il est, à cet égard, paradoxal d'entendre les médias dénoncer le pouvoir, jugé excessif des appareils politiques et syndicaux alors même que c'est leur faiblesse qui mine la qualité de notre démocratie en laissant les citoyens sans intermédiaire face aux institutions.

Première remarque donc : le débat politique va changer de nature. Aussitôt après l'élection européenne, il va quitter le terrain électoral et se donner de nouveaux enjeux. Le cadre parlementaire doit y contribuer largement.

Les grands jalons de la vie politique française sont en effet fixés pour plusieurs années à partir d'étiages électoraux qu'il ne sera plus possible de modifier durant cette période.

La droite est battue. Battue par ses divisions comme elle l'avoue elle-même avec quelques complaisances, et comme en témoigne avec éclat la préparation de l'élection européenne.

Battue aussi sur le terrain des idées. Aux yeux des Français, l'hyper libéralisme a révélé sa véritable nature : un terreau favorable aux inégalités, aux injustices, aux périls du temps et à une médiocre préapration de l'avenir.

Durable ou non, cet état cataleptique qui affecte les appareils de droite ne doit pas faire illusion : son électorat saurait se mobiliser contre nous au premier signe de faiblesse. Ne nous y trompons pas, et prêtons une attention constante aux attentes et aux préoccupations de ceux qui nous soutiennent et ont voté pour nous.

L'extrême droite s'enracine. Le Front National malgré la médiocrité de son score municipal, pousse son implantation patiente. Inscrivant leurs bourrades anti démocratiques dans le contexte institutionnel de la France locale, les amis de Le Pen vont de plus en plus peser sur les débats de la vie quotidienne. C'est un danger pour notre société. C'est un défi pour les démocrates.

Face à cette droite déchirée, le Parti Socialiste constitue la force prépondérante de la vie politique française. A la cote 35, il peut et doit encore progresser, parce qu'il est porteur des valeurs les plus représentatives de la société française. L'adhésion du courant écologiste au deuxième tour des municipales, réalisée par ses dirigeants

comme à Lille ou par le vote des électeurs contre ces mêmes dirigeants comme à Strasbourg, témoigne de cette capacité à intégrer le surgissement des nouvelles formes du mouvement social.

Toutefois, je veux souligner que nous réaliserons d'autant mieux cet élargissement qu'il ne sera pas le produit de je ne sais quelle forme de consensus mou, mais par l'affirmation d'un discours idéologique qui devrait être au coeur de notre prochain congrès.

Il n'en reste pas moins que nos victoires même si elles traduisent un rapport de voix gauche-droite en cours d'amélioration, s'appuient sur des alliances à gauche.

Je m'exprimerai prochainement sur le Parti Communiste. La rigueur dans le comportement vis-à-vis de nos alliés doit se fonder sur une analyse idéologique sans concession. Le rassemblement à gauche n'est pas comme certains ont voulu le caricaturer une forme nouvelle de l'Union de la Gauche. L'accord du 12 janvier témoignait d'une capacité de dialogue retrouvée; il évitait surtout la pire des situations pour nous : un Parti Communiste négociant localement au gré de son intérêt, et adoptant dans chaque commune une règle du jeu qui n'aurait pas été nationalement formulée.

J'en viens maintenant à ma deuxième remarque. Elle porte sur l'évolution très significative que connaît actuellement la société française.

Tout atteste, les sondages, mais aussi ce que nous savons de l'état de l'opinion, que la perception de la crise s'émousse, qu'un certain optimisme s'enracine derrière les perplexités, qu'un climat de nouvelles certitudes s'installe.

Cette confiance retrouvée, nous en voyons l'intérêt : une relance de l'initiative, un dynamisme plus grand de l'économie, qui ne peuvent manquer de se traduire par une montée de la croissance. Nous en avons besoin au moment d'engager l'achèvement du grand marché intérieur européen.

Ce nouveau climat porte en lui de nouvelles exigences. Notre discours économique s'émousse sur le thème de la rigueur ou du respect des disciplines macro économiques. Nous devons l'adapter à ce que la plupart des Français sentent plus ou moins distinctement : il existe des marges de manoeuvre, limitées certes dans l'immédiat, mais qui iront en s'élargissant.

De telles périodes ne peuvent se gérer qu'en instituant un modèle de partage dont la règle du jeu est définie collectivement et clairement acceptée.

Je le dis avec d'autant plus d'insistance que j'ai le sentiment qu'aujourd'hui cette phase de sortie de la rigueur s'effectue dans un climat de trop grande compétition entre groupes sociaux. En l'absence de règles du jeu clairement posées, chaque groupe entretient l'illusion que seule la surenchère paie. Chaque groupe a le sentiment qu'il doit pour être entendu sortir dans la rue. Au confluent de chacune de ces actions, aussi justifiées soient-elles, il y a bien entendu un risque de corporatisme, une surenchère, une échelle de perroquet de la revendication, lourde de conflits et de dérives économiques.

De cette situation nous ne sommes pas responsables. C'est la droite qui de 1986 à 1988 en desserrant collectivement les contraintes en faveur de catégories sociales bien définies a introduit, notamment chez ceux qui avaient le plus contribué à l'effort de rigueur, le sentiment diffus d'une injustice. Et la scandaleuse divergence constatée durant cette période entre les revenus salariaux et non salariaux, comme l'a rappelé hier Louis Mermaz, ne peut qu'étayer cette impression.

Nous n'en sommes pas responsables, et pourtant nous en sommes comptables. Parce que telle est la règle du jeu du pouvoir. Comment résister au nom d'impératifs économiques parfaitement fondés à des revendications qui elles-mêmes se justifient parfaitement ? Tel est le dilemme devant lequel nous placent un certain nombre des corps de la Fonction Publique. Pouvons-nous nier par exemple que les salaires offerts aux instituteurs, aux professeurs, aux infirmières, traduisent la considération normale que la société doit aux fonctions qu'ils exercent ? Certainement pas. Et pourtant nous ne pouvons avancer qu'à pas comptés dans la revalorisation.

C'est donc autour d'un nouveau modèle de partage, organisant à moyen terme les conditions de répartition des richesses produites qu'il nous faudra travailler.

*

*

*

Ces journées du groupe ont beaucoup apporté en termes de réponses possibles. Je voudrai pour ma part prolonger la réflexion sur ces deux nécessités que sont la décentralisation et la préparation de l'échéance européenne de 1993.

Mais il me paraît surtout indispensable de le lier à une réforme des modes de scrutin sans laquelle rien de sérieux ne se fera. Nous ne pouvons pas laisser la proportionnelle intégrale décider de l'avenir de nos régions y compris si nous maintenions le découpage actuel. Les Présidences régionales seraient désormais, compte tenu de l'émiettement prévisible des listes, à la merci d'alliances tactiques. Sans doute les socialistes en profiteraient ils. Mais le statu quo électoral jouerait au détriment de la clarté des choix et de la possibilité de diriger des collectivités qui ont en charge l'animation économique et le développement.

Je crois pour ma part nécessaire de transposer au scrutin régional les modalités qui ont réussi au niveau de la commune : ce système mixte qui fait aujourd'hui l'unanimité.

S'agissant du département, le cadre cantonal notamment au plan urbain ne constitue plus une référence valable. Les électeurs ont boudé une institution politiquement par trop déséquilibrée compte tenu de la géographie urbaine de la France. Si l'on veut éviter la notabilisation de ce type d'assemblée il faudra donner aux conseillers une assise plus large - je pense pour ma part à

l'arrondissement - et à nos villes une représentativité plus forte .

La seconde urgence porte sur le transfert des compétences. La décentralisation est une réponse moderne, mais elle reste inachevée.

Inachevée parce que la déconcentration a marqué le pas. Et je pense que nous résoudrions une partie du problème de la Fonction Publique par une volonté plus offensive de déconcentration.

Inachevée aussi parce qu'il nous reste à prendre en compte la dimension urbaine de la France. La France, à l'instar de ses partenaires européens, est devenue un pays de villes. Je pense que nous devons avoir le courage de reconnaître que nos institutions locales portent plus souvent que nécessaire la marque de la ruralité.

Certes, je ne veux pas opposer modernité et ruralité. Mais je pense qu'il faut traduire concrètement au plan législatif une double volonté : celle de la coopération intercommunale, et celle d'un aménagement du territoire dont la conception doit rester nationale et dont la vision doit être européenne.

L'Europe se trouve ainsi être le deuxième axe de notre réflexion. La droite a perdu du temps dans la préparation de l'échéance de 1993. Initiateurs de l'acte unique, c'est un défi que nous nous devons d'assumer.

Comme d'autres orateurs, je ne peux que marquer mon insatisfaction à l'égard du contenu du Xème Plan qui nous est présenté. Le grand classicisme économique confine toujours un peu au conservatisme. Et ce plan qui a le grand mérite d'exister n'apporte pas les réponses que nous serions en droit d'attendre d'un tel exercice. Il ne s'agit pas encore d'une occasion manquée, il s'agit déjà d'une usure de nos chances.

Le plan est pourtant le cadre adéquat de préparation concertée de l'échéance européenne. Il est la seule structure qui puisse réunir l'ensemble des partenaires sociaux et professionnels. Ne faudrait-il pas que cet europlan se prolonge en une structure d'inter plan, qui se rencontrant en continu dans les deux mois à venir, réunirait les conditions du grand élan dont nous avons besoin pour préparer 1993.

Une campagne électorale ne suffira pas. Le débat politique sera inutile si nous ne mesurons pas les difficultés concrètes de la démarche. Des groupes sociaux

individuellement s'y préparent. La Nation dans son ensemble ne mesure pas toute la difficulté du chemin. Ne nous plaçons pas dans la situation d'avoir à nous résigner ou à régresser.

Quand l'avant projet de Xème plan accepte comme une donnée que l'allègement prévisible de la fiscalité sur l'épargne se traduira inévitablement par une augmentation de la charge pesant sur le travail, n'est-ce pas déjà de la résignation ?

Quand ce même avant projet estime inévitable une rigueur salariale accrue, alors que la comparaison avec la RFA traduit au contraire la faiblesse relative des salaires français, n'est-ce pas déjà un peu de la résignation ?

Quand l'intérêt d'une société d'économie mixte est pratiquement passé sous silence n'est-ce pas déjà un peu de la résignation ?

Mes chers camarades, une perspective importante s'ouvre devant nous. Elle est un alliage de durée et de volonté. Il n'appartient qu'à nous de le transformer en succès.

C'est en tout cas le voeu que je forme à l'issue de ces journées parlementaires.